LA SOLIDARITÉ, ÇA S'APPREND. ET ÇA SE DÉFEND.

Lettre ouverte du Conseil des jeunes du Défenseur des droits de l'enfant

Nous, les jeunes, on a peur.

Pas parce qu'on est moins âgés, et soi-disant plus fragiles. On a peur parce qu'on regarde en face la société dans laquelle nous grandissons. Peur parce qu'autour de nous, on a l'impression que les gens se divisent de plus en plus, plutôt que de s'unir.

Le racisme, la misogynie et les autres discours haineux sont de moins en moins cachés. On les voit dans les médias, sur les réseaux sociaux, dans la vie de tous les jours. Et certains finissent par trouver ça normal.

On vit dans une société où les prix explosent, où la violence augmente, où beaucoup de gens se renferment sur eux-mêmes. Parfois, les problèmes sont tellement nombreux qu'on a l'impression de ne plus pouvoir rien y faire.

Pourtant, on sait qu'il existe quelque chose qui peut nous rapprocher : la solidarité.

Pour nous, être solidaires, c'est profondément humain. Ça devrait être naturel. On a tous cette capacité en nous. Mais ça ne veut pas dire que la solidarité est acquise. Elle s'apprend, elle s'entretient et surtout, elle se défend.

Et pour nous, être solidaires, c'est aussi écouter les autres, prendre leurs difficultés au sérieux et leur montrer que leur parole compte. C'est justement ce qui nous a manqué l'année dernière, quand on est venus parler de la santé mentale des jeunes au Parlement. On nous a répondu en parlant d'argent. On a eu le sentiment de prendre la parole sans être vraiment écoutés. C'était frustrant. Cette année, on aimerait que notre parole soit réellement entendue et prise au sérieux.

Bien sûr, l'argent est important, notamment pour garantir les droits et financer les aides dont on a besoin. Mais la solidarité ne peut pas se résumer à une question d'argent.

Et pour nous, il n'existe pas de solidarité au singulier. D'abord parce qu'on ne peut pas être solidaire tout seul. Mais aussi parce qu'il y a mille façons d'aider les autres.

Concrètement, pour nous, être solidaires, c'est…

Voir un être humain avant de voir ses différences. Avant de voir une origine, une situation financière ou une orientation sexuelle, on devrait voir un être humain avec des émotions, qui n'est finalement pas si différent de nous. On n'est pas obligés de tous penser pareil, comme des moutons. Au contraire, rencontrer des gens différents, ça nous permet de voir le monde autrement et de construire notre propre opinion.

Aider, même quand on n'a pas grand-chose. La solidarité, c'est aider quelqu'un sans rien attendre en retour. Ça peut être donner des vêtements, de la nourriture, un conseil, ou simplement tendre la main. Et puis, un

jour, on aura peut-être besoin d'être aidés à notre tour. La solidarité, ça nous rapproche, ça nous rend heureux, ça nous donne de la fierté.

Aller vers les autres plutôt que de rester chacun dans son coin. Pour aider quelqu'un, il faut d'abord lui parler, l'écouter, comprendre ses besoins. C'est important de créer des liens, des collectifs, des endroits où on peut se rencontrer. Parce qu'une difficulté, c'est dur, mais quand on est plusieurs, c'est plus facile à surmonter.

Un apprentissage de l'école jusqu'à la maison de retraite. Il n'y a pas qu'à l'école qu'on apprend à être solidaire, c'est un apprentissage continu. Dès son plus jeune âge, à l'école, quand un autre élève est dans une situation problématique, ceux qui ont la capacité de l'aider peuvent le faire. Après, au travail, c'est la même chose : quand un collègue a un souci, il faut pouvoir l'aider. Il ne faut jamais choisir l'indifférence et faire comme si l'autre n'était pas en difficulté. Il faut la voir en face et aider. Les adultes doivent montrer aux jeunes comment ils peuvent agir à leur échelle, mais il faut aussi que les adultes continuent d'apprendre à être solidaires.

Ne laisser personne seul face à ses difficultés. Quand quelqu'un subit des violences, commence à s'isoler ou se fait harceler, il ne faut pas attendre que les choses s'accumulent. Même quand on a un doute, on peut aller lui demander comment il va. Les jeunes peuvent s'entraider, mais les adultes

et les institutions doivent aussi agir. Et chaque enfant devrait avoir une personne de confiance, quelqu'un qui l'aime, qui veille sur lui et à qui il peut se confier. L'aide ne doit pas être seulement matérielle.

Ne plus voir des enfants se priver pour aider leur famille. C'est triste de savoir que des enfants doivent arrêter une activité qu'ils aiment, renoncer à des sorties, parfois même à leur éducation, parce que leur famille manque d'argent. Certains vont travailler ou se mettre en danger pour aider leurs parents. C'est triste et c'est beau en même temps, parce qu'ils veulent aider leur famille. Mais cette situation ne devrait pas exister. Chaque enfant devrait avoir un logement, de quoi manger, pouvoir s'amuser, se sentir en sécurité et surtout vivre une belle enfance.

Protéger les solidarités qui existent déjà. En Belgique, on a la chance d'avoir des services et des associations qui permettent aux gens de s'entraider : les centres publics d'action sociale, les mutuelles, les syndicats, la Croix-Rouge, les services d'aide à l'école, les Restos du Cœur… Mais on a l'impression que tout ce système est aujourd'hui en difficulté. Il faut continuer à lui donner les moyens d'agir et mieux informer les jeunes et les adultes des aides auxquelles ils ont droit. La solidarité ne peut pas reposer uniquement sur la débrouille.

Faire les bons choix pour notre avenir. On entend beaucoup parler d'argent, d'économies, de dépenses. On sait qu'il faut faire des



choix, parfois difficiles. Mais on a le sentiment que les priorités ne sont pas toujours au bon endroit. Quand on prend des décisions sur les aides sociales, l'éducation ou les moyens accordés aux associations, il faut penser aux conséquences sur les familles.

Se rassembler et agir, plutôt que de baisser les bras. Manifester ensemble, c'est montrer notre soutien, donner du courage, défendre une cause qui nous rassemble. Mais on voudrait aussi que ces mobilisations soient suivies de réactions. On aimerait participer à plus d'actions concrètes pour aider les personnes dans le besoin. Et on voudrait que chacun puisse trouver sa place dans ces élans de solidarité, peu importe son âge, son origine ou sa situation.

Écouter les jeunes. Pour de vrai cette fois. L'année dernière, on est venus parler de santé mentale au Parlement. Et on nous a répondu en parlant d'argent. On a eu l'impression que nos paroles entraient par une oreille et ressortaient par l'autre. Bien sûr que l'argent compte. Mais comme on vient de vous le montrer dans cette lettre, la solidarité, c'est bien plus qu'une question d'argent. C'est aussi s'entraider, se respecter, se faire confiance, écouter les autres et leur donner une place dans les décisions qui les concernent. Pourtant, on prend encore trop souvent des décisions qui nous concernent directement sans nous inclure. Mais alors, est-ce qu'on est vraiment dans une démocratie ? Quand on nous donne la possibilité de nous exprimer et qu'on nous écoute,

on se sent utiles, importants, reconnus. On sait qu'on peut faire bouger les choses. Mais pour ça, il ne suffit pas de nous donner la parole. Il faut aussi en tenir compte.

Nous ne voulons pas d'un avenir où chacun doit se débrouiller tout seul. Où ceux qui sont différents sont mis de côté. Où des enfants doivent se priver pendant que d'autres ne manquent de rien. Où l'argent compte davantage que les êtres humains.

Mais on ne veut pas non plus laisser nos peurs décider de notre avenir.

Parce que chaque mouvement de solidarité définit notre avenir. Et nous, on a décidé de croire en un avenir plus solidaire. Pas naïvement. C'est un long processus, on sait qu'il faudra continuer à agir, à s'écouter, à donner à chacun les moyens de s'entraider et à défendre les droits pour lesquels d'autres se sont battus avant nous.

On a tous de la solidarité en nous, même si parfois elle se retrouve enfouie sous nos peurs, nos jugements et notre tendance à nous replier sur nous-mêmes. Alors, il faut continuer à la faire vivre, à la transmettre, à lui donner les moyens de s'exprimer.

On apprend à marcher, à nager, à écrire… comme on apprend à être solidaires. Et on doit continuer à l'apprendre, ensemble.

Alors oui, nous, les jeunes, on a peur de ce qui nous divise aujourd'hui.

Mais on veut continuer à croire en ce qui peut nous unir demain.

Ambroise, Amin, Basil, Bouthayna, Gabriel, Lola, Lou, Malala, Maria, Martin, Naëlle, Ninne, Rémi, Tasnim, Théo et Valentin.

LE CONSEIL DES JEUNES : UNE ANNÉE D'ENGAGEMENT ET DE PROJETS

Créé en 2025, le Conseil des jeunes du Défenseur des droits de l'enfant compte aujourd'hui 16 membres. Cet organe permanent de participation leur permet de faire entendre leur voix, de conseiller l'institution sur ses actions et prises de position, mais aussi de développer leurs propres projets en faveur des droits de l'enfant.

En 2025-2026, le Conseil s'est réuni à six reprises et a participé à cinq ateliers de création avec le designer Alain Mukendi. Ensemble, les jeunes ont imaginé « O-rizon », une paire de sneakers dont le bénéfice des ventes reviendra aux Restos du Cœur

Et l'année dernière, que disions-nous ? Retrouvez « Dix espoirs contre le désespoir », la lettre ouverte dans laquelle le Conseil des jeunes s'emparait de la question de la santé mentale. Un an plus tard, ses constats et ses dix propositions n'ont rien perdu de leur pertinence.

de Liège. Ce projet leur a aussi permis de rencontrer plusieurs acteurs de terrain engagés dans la solidarité. Les 26 et 27 septembre 2026, un week-end résidentiel organisé à Liège leur a permis de faire le bilan de l'année, de renforcer les liens du groupe et de préparer la lettre ouverte qui ouvre ce rapport.

Leur engagement s'est également traduit par plusieurs prises de parole publiques : lors de la cérémonie des 35 ans de l'institution, dans le magazine *Bruxelles Laïque Échos* avec leur article collectif « La jeunesse rêve… de ne plus être un problème à régler », ou encore à la conférence du Centre de Prévention du Suicide, où ils ont présenté leur texte « Dix espoirs contre le désespoir ». Ils ont aussi réalisé une vidéo dans le cadre de la consultation publique « Parlons Enfance » initiée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE). Par ailleurs, ils ont largement contribué, tout au long de l'année, à nourrir les réflexions et actions de l'institution.